



Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 03/03/2023

Introduction

L'Avere-France, association nationale pour le développement de la mobilité électrique, soutient l'avancée des travaux sur les textes réglementaires relatifs aux « colonnes horizontales » nécessaires à la mise en place effective du dispositif mis en place par l'article 111 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et précisé par le décret n° 2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs en application des articles L.353-12 et L.342-3-1 du code de l'énergie.

Au regard des objectifs de décarbonation du secteur des Transports, et notamment de la fin de vente des véhicules particuliers neufs thermiques en 2035, la recharge en copropriété constituera un enjeu incontournable dans les années à venir. Il est donc indispensable d'anticiper les besoins qui seront nécessaires à cet horizon temporel, d'autant plus dans ce secteur où il sera difficile d'intervenir une seconde fois.

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

L'Avere-France est favorable aux modalités de détermination de la puissance demandée proposée par la CRE.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

L'Avere-France n'est pas favorable à l'adoption d'un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA. Cela créerait une spécificité IRVE dans l'habitat collectif et induirait des développements techniques longs, complexes et coûteux à mettre en place pour le GRD.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?



L'Avere-France n'est pas opposée à l'application d'un coefficient de foisonnement de 0,4 pour le moment, faute de données utilisables sur les colonnes horizontales.

Ce coefficient ne correspond donc pas aux usages de la recharge résidentielle des véhicules électriques. Il est donc important de rester vigilant sur les risques de pics de consommation, notamment en cas de recharge simultanée des véhicules, qui pourraient être accrus et générer un effet déceptif pour les consommateurs.

Le coefficient de 0,4 peut être envisagé avec des solutions de recharge intelligente qui permettraient aux copropriétaires de réduire ou déplacer les consommations et aux GRD de gérer une éventuelle congestion du réseau.

En tout état de cause, l'Avere-France préconise donc d'envisager une évolution ultérieure de ces hypothèses d'ici une échéance à définir avec le régulateur pour affiner ce coefficient sur la base des retours d'expérience des GRD.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

L'Avere-France n'est pas favorable à la méthode proposée de détermination des seuils.

L'article 111 de la loi Climat et Résilience ne prévoyait pas de seuil plancher, qui conduit à rehausser artificiellement la part à la charge de l'utilisateur final, sans considération du coût réel de l'infrastructure et en dépit de l'esprit de la loi qui vise à lever les freins. Par ailleurs, la méthode proposée par la CRE vise à ce que les recettes supplémentaires perçues par l'application du seuil plancher compensent les déficits liés au seuil plafond. Ce n'était pas l'intention du législateur.

S'agissant du seuil plancher, l'Avere-France le considère comme étant trop élevé, ce qui nuira à la liberté de choix des utilisateurs et pourrait transférer les affaires les plus complexes et onéreuses vers les GRD.

S'agissant du seuil plafond, l'Avere-France n'est pas favorable à une dissociation des seuils plafonds selon qu'il s'appliquent aux parkings extérieurs ou intérieurs. Cependant, une clause de revoyure pourrait être définie visant, le cas échéant, à une potentielle distinction de ces seuils afin de ne pas freiner le développement de ces aménagements tout en tenant compte du retour d'expérience des GRD. Par ailleurs, dans le cas des parkings extérieurs, un plafond unique serait aussi propice à l'innovation et à l'optimisation dans les techniques mises en œuvre sur chantiers, et donc inciter à une baisse des coûts associés.

S'agissant du cas spécifique des ZNI, la définition d'un plancher plus haut tel que proposé par la CRE aurait comme conséquences de majorer le coût de raccordement des clients et de freiner le développement de la mobilité électrique dans ces territoires.

En tout état de cause l'Avere-France propose qu'une clause de revoyure régulière soit définie pour faire le bilan de la mise en œuvre de ce dispositif et de la détermination des seuils plancher et plafond.



Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

L'Avere-France estime que les niveaux de seuils plancher des deux scénarios proposés par la CRE sont trop élevés. Les retenir aurait pour conséquence de surenchérir artificiellement le coût d'équipement pour les copropriétaires.

Le scénario 1 semble apparaître comme un moindre mal avec son seuil plancher plus bas.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

L'Avere-France n'est pas favorable à une majoration uniforme des seuils pour l'ensemble des GRD. Il est nécessaire d'être au plus proche du coût réel d'investissement.

Cependant, s'agissant des ZNI, l'Avere-France considère que la majoration des coûts est nécessaire pour prendre en compte la réalité établie des surcoûts propres aux travaux de raccordement sur ces territoires.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

L'Avere-France est favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE, le TURPE n'ayant pas vocation à financer les surcoûts amiante.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

L'Avere-France est favorable à un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les GRD dont les modalités seraient définies avec le régulateur.

Un suivi de l'ensemble des solutions techniques, par un acteur tiers, des données provenant des GRD et des opérateurs privés pourrait également être mis en place, à échéance 2025 par exemple, afin de bénéficier d'un retour d'expérience suffisant pour constituer un baromètre mesurant l'efficacité de l'action publique en soutien du développement des infrastructures de recharge.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

L'Avere-France s'inscrit dans la volonté de la CRE d'inciter les GRD à respecter les délais de raccordement. Malgré les efforts mis en œuvre depuis plusieurs mois qui ont permis une réduction des délais, ceux-ci sont bien une



réalité qui peut pénaliser l'expérience de la recharge en copropriété.

Cependant, l'extension aux autres solutions de raccordement des IRVE des indemnités nécessiterait de réaugmenter le niveau moyen du TURPE HTA-BT pour assurer aux GRD les moyens pour mener à bien leurs différentes missions. Il ne faut pas que ces efforts se fassent au détriment de tous. L'Avere-France propose à ce titre la mise en place d'un indicateur de suivi du respect des délais de raccordement.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

L'Avere-France soutient l'avancée des travaux sur les textes réglementaires relatifs aux « colonnes horizontales » nécessaires à la mise en place effective du dispositif mis en place par l'article 111 de la loi Climat et Résilience et précisé par le décret n° 2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs en application des articles L.353-12 et L.342-3-1 du code de l'énergie.

Au regard des objectifs de décarbonation du secteur des Transports, et notamment de la fin de vente des véhicules particuliers neufs thermiques en 2035, la recharge en copropriété constituera un enjeu incontournable dans les années à venir. Il est donc indispensable d'anticiper les besoins qui seront nécessaires à cet horizon temporel, d'autant plus dans ce secteur où il sera difficile d'intervenir une seconde fois.

A ce titre l'Avere-France rappelle son attachement à une égale prise en considération des solutions d'infrastructures collectives publiques et privées. L'objectif de l'article 111 de la loi Climat et Résilience est bien d'offrir des modalités de financement équivalentes aux deux solutions techniques, afin que les bailleurs et copropriétés puissent choisir ce qui correspond le mieux à leur besoin pour un essor massif des IRVE en résidentiel collectif. Aucune entrave ne doit être faite à la préservation de cette liberté de choix.